BulletinFrancoPaix

UQÀM

UQÀM | CHAIRE RAOUL-DANDURAND EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

Vol. 7, n° 4

AVRIL 2022

Rétablir le cycle : précédents historiques et avenir potentiel des négociations de paix au Mali

Luciano Pollichieni

Nouvelles et annonces

PAGE 7-8

Rétablir le cycle : précédents historiques et avenir potentiel des négociations de paix au Mali

Luciano Pollichieni

Combattants touaregs après la capture de Tombouctou, 6 avril 2012. Crédit : Magharebia

Luciano Pollichieni
Chargé de recherche en géopolitique des acteurs non étatiques

Critica Research and Analysis

pollichieni@criticaresearch.com

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Après une décennie de conflit, une solution militaire à la guerre au Mali apparait inenvisageable, comme le montre le retrait de l'opération française Barkhane, les difficultés de la MINUSMA ou les récentes exactions dont sont accusées les forces armées maliennes épaulées par leurs nouveaux alliés russes de Wagner.

Face à ce constat, le gouvernement de transition malien pourrait renouer avec des processus de négociations par région. Cette stratégie a déjà fait ses preuves puisqu'elle a permis de mettre fin à plusieurs rébellions au Mali.

Luciano Pollichieni propose une analyse des enjeux politiques locaux et des intérêts des différentes parties au conflit. Ces enjeux et intérêts devraient impérativement être pris en compte dans le cadre de négociations à l'échelle régionale pour un retour à la paix.

Photo de couverture : 1ère réunion du Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Kidal, le 21 février 2021.
Crédit photo : Mission de l'ONU au Mali.

Les autorités politiques et religieuses du Mali ont fréquemment évoqué la possibilité d'engager des pourparlers de paix avec les insurgés. Compte tenu des preuves croissantes de l'impossibilité de remporter la victoire militaire, cette option doit être soigneusement évaluée[1]. De plus, la multiplication d'accords négociés par les communautés du centre du pays avec les djihadistes démontre comment la population envisage favorablement la possibilité de trouver un accord avec ces derniers. En négociant avec les insurgés, Bamako suivrait ce qui est une potentielle tendance régionale en devenir après la récente officialisation par le Niger de l'ouverture de négociations de paix avec les chefs de groupes djihadistes[2]. Compte tenu de la situation politique et économique au Mali, les pourparlers avec ces groupes sont probablement la meilleure option actuellement sur la table du gouvernement de transition. Ceci en considérant également que l'arrivée des instructeurs russes de l'entreprise Wagner au Mali n'a pas entraîné une amélioration de la sécurité générale dans le pays. Au contraire, avec l'annonce du retrait de l'opération française Barkhane et de la force opérationnelle européenne Takuba, l'instabilité a augmenté alors que les forces armées et leurs nouveaux alliés russes sont accusés d'exactions contre les populations dans les régions du Centre et du Nord. Avec l'échec de l'option militaire, les pourparlers semblent de plus en plus une solution réaliste pour mettre fin à la guerre au Mali.

Tradition cyclique des soulèvements et négociations

Insurrections et négociations de paix ont ponctué l'histoire du Mali depuis son indépendance : ce sont des événements cycliques, marquant des tournants historiques et affectant le système de pouvoir. La première révolte touarègue de 1962-1964 (*alfellaga*) a marqué la naissance de la « question touarègue » dans le pays[3]. À l'époque, même si le régime de Modibo Keita avait brutalement réprimé l'insurrection, les négociations tenues au lendemain de l'*alfellaga* ont consacré la reconnaissance formelle des particularités du nord du Mali en vertu de ses spécificités ethniques et socio-économiques. La deuxième révolte touarègue de 1990-1996 a mené à des changements cruciaux au sein des communautés. Ce conflit a été caractérisé par un transnationalisme prononcé et par l'affirmation de l'identité du *teshumara*, introduit par les Touaregs autochtones qui ont précédemment migré à travers les régions du Sahara et du Sahel ainsi qu'au Moyen-Orient à la suite de l'*alfellaga* et qui ont commencé à assumer des rôles majeurs dans leurs communautés[4].

Les pourparlers de paix suivants, négociés en 1996, ont été marqués par deux caractéristiques absentes des précédents : a) une délimitation plus claire de l'espace social et historique touareg, centrée sur la région de Kidal ; b) l'instauration progressive d'un système clientéliste dans le nord, à travers la cooptation des personnalités de l'élite touarègue par Bamako[5]. Cette cooptation s'est principalement opérée de trois manières : 1) par l'enrôlement des groupes armés touaregs dans l'armée nationale ; 2) par l'attribution de fonctions politiques au sein des institutions nationales ; 3) par des paiements pour convaincre les élites touarègues de déposer les armes.

Les négociations de paix de 1996 soulignent un changement important dans la nature des rébellions au Mali : le conflit devient un moyen par lequel les Touaregs peuvent signaler des changements de pouvoir dans leurs rangs. À travers les révoltes, les populations du nord ont pu indiquer à l'élite de Bamako qui détenait le pouvoir chez les Touaregs et, par conséquent, qui était un interlocuteur légitime pour discuter avec le gouvernement. Cette caractéristique a émergé de manière frappante au lendemain de la troisième révolte touarègue entre 2007 et 2009. De cette période émergeront deux leaders parmi les rebelles de l'Alliance démocratique pour le changement qui influenceront la décennie suivante : Ibrahim Ag Bahanga et l'actuel chef de l'alliance djihadiste Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), Iyad Ag Ghali. Les révoltes de 2007-2009 ont coïncidé avec la montée d'une nouvelle classe dirigeante au sein des Touaregs, caractérisée par des chefs qui se sont enrichis en évoluant dans une zone grise entre l'insurrection, les trafics locaux et les médiations dans le cadre de « l'industrie du kidnapping »[6]. L'accord d'Alger signé en 2006 a réitéré l'existence des mécanismes de cooptation établis en 1996[7]. Iyad Ag Ghali, par exemple, a été récompensé par le poste de consul du Mali à Djedda (Arabie saoudite), tandis que d'autres personnalités du soulèvement sont devenues maires ou députés.

Historiquement, il existe donc des mécanismes de dialogue émanant des cycles de conflits et de réconciliation entre le sud et le nord du pays. Cependant, au cours de la dernière décennie, la rhétorique de la guerre contre le terrorisme, selon laquelle on ne peut négocier avec les terroristes, renforcée par la présence de forces militaires étrangères[8], a nui à ces mécanismes historiques. Le conflit a alors été interprété selon un paradigme religieux, alimentant un scepticisme sur la possibilité de pourparlers de paix avec les insurgés[9]. On a donc tourné le dos à plusieurs méthodes de médiations entre le gouvernement malien et les groupes armés, particulièrement lors des tractations avec les terroristes sur les enlèvements[10]. En somme, la radicalisation croissante des cadres d'analyse adoptés par rapport à la guerre civile malienne a conduit à sous-estimer les négociations comme option politique alors que l'insurrection s'est propagée au centre du Mali. Paradoxalement, c'est dans cette région que les premiers exemples de discussions avec les insurgés ont commencé à avoir lieu, comme dans le village de Farabougou[11] et Dogofry[12]. Plus récemment, une véritable vague d'accords a été signée dans la région de Mopti[13].

Éventualité de négociations dans le nord du Mali

En dépit de cette tradition de cycles de soulèvements suivis de négociations, le déroulement d'éventuels pourparlers de paix se heurterait à de nombreux obstacles. En effet, la propagation de la guerre civile dans les régions centrales du pays augmente le nombre d'acteurs impliqués dans les négociations et complexifie l'identification même des questions clés à discuter. Alors que la guerre au nord peut être analysée selon les thèmes de la politique identitaire locale caractérisant les révoltes précédentes, l'insurrection au centre répond à des logiques différentes liées à l'accès aux ressources naturelles et à une méfiance envers les institutions étatiques et les forces armées.

Dans ce contexte, l'élargissement du système clientéliste ou la cooptation après un nouveau cycle de négociations, caractéristiques des accords passés entre les élites touarègues et l'état malien, n'est pas suffisant. En premier lieu parce que de tels accommodements seraient difficilement soutenables sur le plan financier pour le Mali, en particulier si l'on considère les différents problèmes économiques que le pays doit affronter depuis le début du conflit. Ces difficultés sont elles-mêmes aggravées par les sanctions imposées par la CEDEAO. Ces accommodements pourraient également être inefficaces pour résoudre les affrontements dans les régions de Mopti et de Ségou. De plus, le nombre d'acteurs dans le conflit ayant augmenté, les accords de paix d'Alger de 2015 sont devenus obsolètes : en effet, conçus pour répondre au conflit du nord, ils ne contiennent pas de dispositions spécifiques pour les régions du centre du Mali[14].

En préalable à des négociations, il est important de rappeler les conditions proposées par les insurgés. À ce jour, l'acteur djihadiste le plus important du pays, le GSIM, a posé comme condition essentielle à d'éventuels pourparlers le retrait des forces étrangères du pays, exigence qui s'est concrétisée après l'annonce du départ des contingents de Barkhane et Takuba en février 2022. Il reste cependant de nombreuses spéculations sur les demandes que le GSIM pourrait formuler : la négociation d'un statut spécial pour la ville de Kidal[15] que proposerait l'un des dirigeants du GSIM, Iyad Ag Ghali, est, par exemple, une hypothèse avancée par le chercheur Alex Thurston. Compte tenu de la valeur historique de cette ville, que certains Touaregs de la branche Ifoghas, dont est issu Ag Ghali, considèrent comme leur capitale, cela semble une condition plausible. Le statut particulier pourrait consister en une forme d'autonomie avancée dans les organes de régulation et de décision probablement plus proche des équilibres de pouvoir au sein des Ifoghas plutôt qu'une forme classique d'autonomie comme celle concédée par le passé par Bamako. Le nœud le plus important concernant Kidal resterait celui de la présence de l'armée malienne dans la ville. D'un côté, le gouvernement de Bamako exige le redéploiement des Forces armées maliennes dans la ville et y voit une condition essentielle à la paix, tandis que, de l'autre, les communautés touarègues du nord craignent la possibilité d'un nettoyage ethnique par les militaires. Dans ce contexte, il existe deux solutions possibles pour résoudre ce problème : a) l'institutionnalisation du système de patrouilles mixtes comme cela a été inclus dans les accords de paix d'Alger de 2015 et qui pourrait prévenir la violence communautaire ; b) l'utilisation d'une force de maintien de la paix sous mandat onusien, qui pourrait surveiller le retour des autorités nationales.

Un deuxième problème des accords de paix avec le nord est lié aux relations intra-touarègues. L'objectif initial d'une partie du gouvernement malien, et de ses soutiens souvent tacites, a toujours été la fragmentation entre différentes factions touarègues. D'une certaine manière, les accords d'Alger ont atteint leur but avec la naissance des deux organisations faîtières, la Plateforme et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) qui ont donné la possibilité à une partie de l'élite touarègue de déposer les armes et de rejoindre le processus de réconciliation nationale. Ce genre d'opportunités a permis à de nombreux chefs de changer de camp, comme Ahmada Ag Bibi, bras droit d'Ag Ghali, qui a rejoint le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), signant les accords de paix sous l'égide de la CMA. Paradoxalement, dans le cadre d'une nouvelle entente, l'objectif des négociations devrait être de reforger politiquement la coalition touarègue.

Une autre question clé reste celle de la démobilisation des membres des groupes armés. Pour les groupes armés djihadistes, des programmes de réinsertion pourraient être proposés, mais la situation est plus complexe pour le commandement. Iyad Ag Ghali a déclenché la guerre pour confirmer son rôle central face au retour des combattants touaregs de Libye au lendemain de la chute du régime Kadhafi[16]. En ce sens, les relations entre les différents leaders des milices touarègues devraient être axées sur la restauration d'un système de patronage et de cooptation plus ou moins similaire à celui en vigueur après les révoltes de 2009[17].

> *« La propagation de la guerre civile dans les régions centrales du pays augmente le nombre d'acteurs impliqués dans les négociations et complexifie l'identification même des questions clés à discuter. »*

Enfin, il est important de noter que la branche locale de l'État islamique, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), est également présente au Mali, et, considérant ses capacités militaires et le fait que ses combattants sont des membres des communautés maliennes participant à l'insurrection, elle devrait être incluse dans les négociations. L'EIGS est particulièrement actif dans la région des trois frontières, particulièrement au Niger. Par conséquent, l'influence politique dont jouissent les autorités maliennes à l'égard de ses dirigeants est limitée par rapport à celle du gouvernement nigérien qui a récemment entamé des négociations avec les djihadistes[18]. Ensuite, par rapport à d'autres acteurs armés de la région, l'EIGS est plus fragmenté : l'assassinat de son chef Abu Walid Al-Sahrawi a engendré une crise de leadership qui, de facto, affecte son programme politique. Au-delà de l'appel idéologique à une interprétation draconienne de l'islam, le type de résultats qui pourrait émerger de ces négociations potentielles n'est pas clairement défini[19]. Cependant, l'EIGS et le GSIM sont en compétition, entraînant parfois des conflits ouverts. Ainsi, négocier avec l'EIGS pourrait nuire à un accord avec le GSIM. Malgré tout, la branche du califat reste une partie importante de l'équation à résoudre pour stabiliser définitivement le pays.

La paix dans le centre : les enjeux des négociations au Mopti et Ségou

En ce qui concerne les pourparlers de paix avec les djihadistes dans les régions centrales du Mali, le scénario est différent. En effet, avec un conflit caractérisé et influencé par des enjeux d'accès aux ressources naturelles et de méfiance envers l'État, les autorités informelles se sont déjà révélées être des négociateurs plus efficaces[20]. Plus précisément, les discussions entamées par les chefs de villages et les chefs religieux locaux ont donné des résultats. Les deux cas les plus notoires sont les accords conclus à Farabougou et Dogofry où des cessez-le-feu ont été négociés pour réglementer l'accès à l'eau ou aux routes clés, levant les sièges imposés par les militants. Ces cas sont assez illustratifs des forces et des faiblesses inhérentes à de tels accords. En effet, les accords initiaux ont su ouvrir un dialogue entre insurgés et autorités et ont été utiles pour mettre fin à une situation de siège et réguler les relations entre agriculteurs et éleveurs. Pourtant, à long terme, ces ententes ont été rompues en raison des violations reprochées par chacune des parties. Les dénouements tragiques ont montré la plus grande faiblesse de ces accords : l'absence d'une autorité veillant à leur respect. La méfiance entre institutions étatiques et populations locales se reflète dans le choix de déléguer aux autorités locales les négociations. Dans plusieurs cas, l'appartenance des djihadistes à ces communautés donne aux chefs traditionnels ou religieux locaux des possibilités d'interagir avec les insurgés, alors que l'État malien n'est pas en état d'organiser des pourparlers plus ou moins formels.

> *« S'appuyer sur les autorités sociales et politiques et les normes coutumières préexistantes ouvrirait la voie à un règlement plus stable de ces différends. »*

Dans ce contexte, les autorités maliennes pourraient exploiter ces canaux de communication si elles acceptaient de se porter garantes des accords. S'appuyer sur les autorités sociales et politiques et les normes coutumières préexistantes ouvrirait la voie à un règlement plus stable de ces différends[21]. De telles ententes renforceraient le statut des chefs religieux et des chefs de village, conduisant même à une fragmentation plus profonde du système de pouvoir local en risquant d'augmenter l'instabilité générale du pays. Ils pourraient aussi consolider le rôle joué par la religion dans l'espace public.

Conclusion

Sur le terrain, les options militaires s'amenuisent alors que la situation sécuritaire ne semble pas s'améliorer, malgré les opérations menées par les forces armées maliennes. Les négociations restent le choix le plus réaliste sur la table du gouvernement malien. Pourtant, un cessez-le-feu en soi n'est pas suffisant pour mettre fin aux conflits. Avant tout, l'instabilité au Sahel a des racines profondes et provient d'enjeux et de facteurs locaux. Cela signifie aussi que les éventuels accords de paix au Mali ne peuvent pas être automatiquement reproduits dans les pays voisins comme le Niger et le Burkina Faso. De plus, les accords de paix soulèvent des questions de droit international. Il y a déjà des précédents historiques de trêves incorporées dans le droit international, comme dans le cas du Mozambique[22], mais la compatibilité entre ces accords potentiels et le droit international ne peut être comprise qu'après les pourparlers. Dans ce contexte, une autre question concerne les accords et les organisations régionales : comment la CEDEAO réagirait-elle aux accords négociés par un régime antidémocratique et donc illégitime ? À cela s'ajoutent plusieurs enjeux qui ne peuvent être résolus avant que les armes ne se taisent : dialogue intercommunautaire, relation État-citoyens et réconciliation entre Maliens. Et, surtout, est-ce que négocier va réellement ramener la paix ? Et à quelles conditions ?

[1] AFP. «French withdrawal paves way for talks between Mali, militants » 18 septembre 2022 ; Anadolu, « Imam Dicko : "Ma préoccupation, c'est d'abord le peuple malien" », 22 février 2022.

[2] Pour les déclarations du président Mohamed Bazoum, voir « Niger : la stratégie de dialogue avec les groupes djihadistes enclenchée ». *Le Point*. 2022. Le président du Niger vise à dérégionaliser le conflit par des négociations avec les extrémistes du pays en capitalisant également sur le travail effectué par la Haute autorité pour la consolidation de la paix qui promeut des programmes d'engagement des jeunes ainsi que des dialogues communautaires depuis plus de cinq ans. Ces derniers temps, M. Bazoum a également embauché comme assistant spécial Mustapha Chafi, un entrepreneur d'origine mauritanienne connu pour ses précédentes médiations avec des groupes djihadistes au Sahel : voir M. Mokaddem. 2011, *Al-Qaïda au Maghreb islamique contrebande au nom de l'Islam*. L'Harmattan (2011)

[3] B. Lecocq. 2010. *Disputed Desert: Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*. Amsterdam: Brille.

[4] Lecocq, op. cit.

[5] E. Baldaro. « A Dangerous Method: How Mali Lost Control of the North, and Learned to Stop Worrying ». *Small Wars and Insurgencies* (2018). See also N. Desgrais, Y. Guichaoua and A. Lebovich. « Unity is the exception. Alliance formation and de-formation among armed actors in Northern Mali ». *Small Wars and Insurgencies* (2018).

[6] A. Thurston. *Jihadists of North Africa and the Sahel*. Cambridge University Press (2020). P.Tinti. Drug Trafficking in Northern. Mali, GITOC (2021). O. J. Walther. *Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest* OCDE (2019). W.Assanvo, B. Dakono, L-A Théroux Bénoni et I. Maïga. *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*. Institute For Security Studies (2019).

[7] Pour une histoire des accords de paix entre le Mali et les groupes touaregs, voir S. Pezard et M. Shurkin, *Achieving Peace in Northern Mali: Past Agreements, Local Conflicts and the Prospects of a Durable settlement*, RAND corporation (2015), chapitre 2 pp. 5 -22. Selon les auteurs: « These accords specifically addressed issues in the region of Kidal(..) but most provisions are largely similar to what had been promised in the Tamanrasset Accord and the National Pact » (p.17)

[8] B. Charbonneau et J.M. Sears. « *Fighting for Liberal Peace in Mali? The Limits of International Military Intervention* ». *Journal of Intervention and Statebuilding* (2014).

[9] La posture du « pas de pourparlers avec les terroristes » a commencé avec l'administration Hollande et sa célèbre phrase : « écrasez-les terroristes ». Voir C. Boisbouvier. *Hollande l'Africain*. La Découverte (2015). Cette approche a été réitérée par l'administration Macron. En octobre 2020, le ministre des Affaires étrangères Le Drian a exprimé son opposition aux négociations. Voir Reuters. « Mali and France at odds over talks with Islamist militants » (2022). En juin 2021, lors de l'annonce du redimensionnement de Barkhane, Macron aussi a réitéré son opposition. Voir AFP. « French withdrawal paves way for talks between Mali, militants » 18 septembre 2022.

[10] Pour des exemples de ces médiations, voir S. Daniel. *AQMI l'industrie de l'enlèvement. Fayard (2012). Et M. Mokaddem. Al-Qaïda au Maghreb islamique : contrebande au nom de l'Islam*. L'Harmattan (2011).

[11] « Mali: à Farabougou, la médiation s'active pour desserrer l'étreinte des jihadistes ». RFI. 2020.

[12] « Mali: reprise des affrontements à Niono, l'accord de cessez-le-feu en péril ». RFI. 2021.

[13] Le « Peace agreements database » de l'Université d'Édimbourg recense des accords de paix signés à Madougou, Barapirel, Koporo, Kendié Na, Koporo Pen, Pel Maloudé, Bondo et Dioungani pour n'en citer que quelques-uns. Plus d'informations sur www.peaceaagreements.org

[14] Des exemples de ces actions ont été rapportés plusieurs fois pendant le conflit. Voir Reuteurs. « In Mali, waning fortunes of Fulani herders play into Islamist hands. » (2016). Voir aussi RFI. « Mali: nouvelle séquence sanglante dans le centre du pays. » (2021). Plus récemment, les mercenaires russes ont été accusés d'avoir commis de tels actes. Voir *Jeune Afrique*. « Mali – charnier de Niono : les FAMas et Wagner accusés par la Minusma. » (2022).

[15] Les plans de développement des accords d'Alger du 2015 se concentrent principalement sur le triangle du Nord entre Tombouctou, Kidal et Gao où est prévue la construction d'infrastructures telles que des routes, des hôpitaux et même d'un gazoduc. Voir : *Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.* (2015)

[16] J. Warner, R. O'Farrell, H. Nsibia and R. Cummings. « Outlasting the Caliphate: The Evolution of Islamic State Threat in Africa ». *CTC Sentinel*. (2020).

[17] Des exemples de ces actions ont été rapportés plusieurs fois pendant le conflit. Voir Reuters. « In Mali, waning fortunes of Fulani herders play into Islamist hands » (2016). Voir aussi RFI. « Mali: nouvelle séquence sanglante dans le centre du pays » (2021). Plus récemment les mercenaires russes ont été accusés d'avoir commis de tels actes. Voir *Jeune Afrique*. « Mali – charnier de Niono : les Fama et Wagner accusés par la Minusma » (2022).

[18] A. Thurston. *Jihadists of North Africa and the Sahel*. Cambridge University Press (2020).

[19] Thurston, op. cit.

[20] L. Pollichieni. « Is France at Risk of "Losing" the Sahel? » ISPI. 2021.

[21] Pour des exemples de ces accords, voir International Crisis Group. « Mali : Enabling Dialogue with the Jihadist Coalition GSIM » 2021.

[22] P. Anouilh. « Sant'Egidio au Mozambique: de la charité à la fabrique de paix ». *Revue internationale et stratégique*. 2005.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ À écouter

La table ronde du 24 mars du Centre FrancoPaix intitulée « Bilan et avenir des opérations de paix » est maintenant disponible en format audio au Balado de la Chaire. Les échanges de Bruno Charbonneau, Charles-Philippe David, Marie-Eve Desrosiers, Sarah-Myriam Martin-Brûlé, Alassane Ndiaye, Maxime Ricard et Jonathan Sears peuvent également être visionnés sur YouTube.

→ Événement

Le 12 mai, **Bruno Charbonneau, Marie-Eve Desrosiers** et **Marc-André Boisvert** participent à une causerie électorale sur « les ruptures de la démocratie et les perspectives pour les élections dans l'espace francophone » organisée le RECEF.

→ Bruno Charbonneau,

co-signe l'article « De la guerre contre le terrorisme aux guerres sans fins : la coproduction de la violence en Afghanistan, au Mali et au Tchad » publié dans le numéro 123-124 de la revue *Cultures & Conflits*.

→ Maxime Ricard

a présenté mardi 29 mars « Shifting Civil-Military Relations in West Africa : Quicksands of Disorder In the Sahel & Beyond » dans le cadre des Ruth K. and Shepard Broad International Lecture Series au College of Social Sciences and Public Policy de l'Université d'État de Floride, à Tallahassee. Il est également intervenu dans le cours « Religion in Africa » du Département de religion de l'Université d'État de Floride pour présenter « Beyond Victor's Peace : Tactics of Order-Making in Post-Conflict Côte d'Ivoire ».

→ Christian Leuprecht et Bruno Charbonneau

ont publié « Le Canada doit retrouver sa place sur la scène internationale » dans *La Presse* du 24 mars. La version anglaise de ce texte est également parue simultanément dans le *Globe and Mail* : « After decades of timidity, can Canada's allies still take us seriously? »

Partisans pro Azawad à Kidal, lors d'une rencontre entre le chef de la MINUSMA Bert Koenders, le chef de la MISMA Pierre Buyoya, des représentants du MNLA, du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad, et le chef traditionnel de Kidal, 28 juin 2013.
Crédit photo : Mission de l'ONU au Mali.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ **Adib Bencherif**
a co-rédigé l'« Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone », publiée par la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Le chercheur a également publié un article sur le narcotrafic au Sahel sur le site d'Afrique XXI.

→ **Sonia Le Gouriellec**
vient de publier « Géopolitique de l'Afrique » aux éditions Que sais-je? L'ouvrage est en librairie depuis le 20 avril.

→ **Tatiana Smirnova et Daniel Eizenga**
ont participé, le 12 avril, au colloque « Assessing the complexities of the Sahelian Security Space » du Center for the Study of Africa and the African Diaspora de l'Université de New York.

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, plus de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.rice.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau
Directeur du Centre FrancoPaix
Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEURS ADJOINTS

Marc-André Boisvert
PhD, Postdoctorant, Centre FrancoPaix

Tatiana Smirnova
PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt,
Doctorant, Université du Québec à Montréal

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif
Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima
Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Desrosiers
Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde
Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé
Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice
Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard
PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca
Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancopaix et @RDandurand

PARTENAIRE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie